Fiche projet - Madjilebé 2 (Tchad) – Volet du programme RésiSTerre 2

Informations générales

PROJET EN COURS

Date de début : novembre 2024
Date de fin : novembre 2027
Localité : Moundou, Province du Logoné Occidental, Tchad

Zones d'intervention : Afrique centrale
Pays d'intervention : Tchad

Budget : 700 000 €
Financeurs régionaux : La région
Financeurs nationaux : Agence française de Développement
Autres financeurs : --

Secteurs d'intervention : Biodiversité, Croissance économique emploi, Égalité H-F, Environnement, Gouvernance, Mobilité – Volontariat
Objectifs de Développement Durable

Porteur du projet

Initiative Développement - Des projets Solidaires

Type de structure : ASSOCIATIONS, Association locale
Pays d'intervention : Bénin, Burkina Faso, Comores, Congo Brazzaville, France, Haïti, Madagascar, Sénégal, Tchad
Secteurs d'intervention : Déchets, Eau - Assainissement, Égalité H-F, Énergie, Gouvernance, Santé

Adresse : 29 rue ladmirault, 86000 Poitiers
Représentant : Mme jeanne Rouy

Le projet Madjilebé ("Le bien-être de la communauté") est l'un des volets du programme RésiSTerre comprenant plusieurs autres pays, dont l'objectif est de renforcer et soutenir des partenaires locaux afin de contribuer à la résilience économique et climatique des populations vivant sur ces territoires.

En effet, le Tchad est l'un des pays du monde le plus vulnérable aux conséquences du changement climatique. C'est pourquoi Initiative Développement travaille aux côtés de l'Union des Femmes pour la Paix (UFEP), une association tchadienne pour la renforcer et l'appuyer dans la mise en œuvre d'actions visant à assurer la résilience des populations du territoire.

Le projet actuel fait suite à une première phase d'amorçage de trois ans (2021-2024), au cours de laquelle un diagnostic des vulnérabilités climatiques a été réalisé à l'échelle du territoire. Ce travail a été complété par une cartographie participative des poches forestières autour de Moundou. La phase 2 de Madjilebé va donc consister à :

- Renforcer les connaissances et compétences des populations sur les enjeux climatiques.
- Mettre en place des actions de préservation des ressources forestières, levier essentiel pour la résilience des communautés.
- Inscrire ces actions dans une approche territoriale pour maximiser leur impact.

Contexte

Le Tchad, pays africain situé au centre du Sahel fait face à de nombreux défis socio-économiques. En 2022, son indicateur de développement humain était de 0,394, plaçant le pays à la 189ème du classement mondial (PNUD). Le contexte politique est compliqué, et participe à l'amplification des difficultés de développement. Le Tchad doit également faire face à un afflux constant de réfugiés : c'est l'un des pays africains qui en accueille le plus (autour de 1,4 million), notamment soudanais. Entre les réfugiés et les déplacés internes et le fort taux de croissance démographique, le pays voit s'accroître les pressions sur ses écosystèmes et ses ressources naturelles. À cela s'ajoute le fait que le pays est considéré comme l'un des plus vulnérables au dérèglement climatique dans le monde (185ème sur 185 pays en 2023 d'après l'indice Notre Dame), sans avoir un niveau de préparation suffisant pour faire face à ces défis.

La province du Logone Occidental, poumon agricole et économique du pays, située tout au sud du Tchad n'est pas épargnée par ces problématiques. Près de 46% des habitants de la province vit dans un ménage classé parmi les deux quintiles les plus pauvres. Cela s'explique par une forte pression foncière : dans l'est de la province, les fortes densités humaines ont dégradé les sols et poussent les populations à migrer dans l'ouest, moins densément peuplée. Or, peu d'actions sont mises en place pour garantir des pratiques agricoles respectant les ressources naturelles, ce qui entraîne des attitudes défavorables à la préservation des sols, des écosystèmes et des forêts de la zone. La région fait également face à des risques élevés de crues, d'inondation urbaine, de chaleur extrême et de feux de forêts.

Publics concernés

Les bénéficiaires du projet sont d'abord l'UFEP et ses associations membres, qui vont pouvoir être renforcées dans leur structuration et leur organisation. Cela leur permettra de pouvoir mener différentes actions visant à assurer la résilience économique et climatique du pays. Plus largement, ce sont les 265 000 habitants de la zone qui sont visés : le projet a pour objectif d'améliorer leurs conditions de vie, en permettant aux structures locales d'être autonomes dans leurs actions.

Partenaires locaux

L'Union des Femmes pour la Paix (UFEP) : Association à but non lucratif de droit tchadien créée en 1997, elle intervient dans les provinces du Logone Occidental et du Logone Oriental. Elle est composée de 102 Associations Membres composées de femmes et de jeunes et elle se spécialise dans la promotion et la protection des droits humains et la recherche de la paix dans sa globalité.

Objectifs du projet

Le projet a pour objectif global de contribuer à la résilience économique et climatique et à l'amélioration des conditions de vie des populations du Logone Occidental. Cela passe par renforcement de la structuration de l'UFEP et par un développement de ses capacités techniques et pédagogiques. De plus, le projet vise à encourager les dynamiques multi-acteurs pour accroitre la résilience climatique et essaimer des activités d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Activités

Quelques exemples d'activités mises en place (une par résultat) :

1. Renforcement technique en lien avec leur plan de renforcement (gestion des ressources forestières, vulgarisation enjeux climat etc.).
2. Développement d'outils de sensibilisation spécifiques à la gestion durable des forêts.
3. Sensibilisation de la mairie de Moundou et des membres du cadre de concertation communal sur les enjeux climatiques de la ville et la préservation de la forêt de Koutou.
4. Création et formation de clubs environnement pour promouvoir l'engagement des plus jeunes autour des enjeux climatiques et environnementaux.
5. Contribution aux investissements des acteurs du territoire (AM, gestionnaires forestiers, pépiniéristes, ...) pour consolider les activités agro-environnementales et forestières initiées en phase 1.
6. Mise en œuvre d'actions prioritaires issues du plan de gestion de la Forêt de Koutou.
7. Soutien au développement d'expérimentations agroécologiques et de gestion durable des espaces forestiers.

Résultats

1. Les partenaires renforcent leurs compétences organisationnelles, techniques et entrepreneuriales en lien avec leur plan et stratégie de résilience au changement climatique.
2. Les partenaires renforcent leurs compétences pédagogiques et de communication en matière d'éducation environnementale et de vulgarisation des enjeux Climat sur leur territoire.
3. Les collectivités territoriales et/ou services déconcentrés de l'Etat intègrent les enjeux climatiques dans leurs stratégies de développement et de planification à l'échelle locale.
4. Des espaces d'échanges thématiques et de concertation multi-acteurs sont créés/renforcés pour disséminer les bonnes pratiques en matière d'atténuation et adaptation au changement climatique.
5. Les partenaires développent et essaiment leurs activités économiques et environnementales.

6. Les habitants des territoires, et particulièrement les jeunes, participent à l'élaboration d'initiatives en faveur du climat à l'échelle de leur territoire.
7. Soutien au développement d'expérimentations et aux actions pilotes.